

L'ARRESTATION DU GENERAL JOUHAUD

Mon article du mois dernier sur « La Guerre d'Algérie » m'a valu une très nombreuse correspondance. J'aurais bien voulu publier quelques-unes de ces lettres, témoignages d'un état d'esprit unanime, mais je suis tenu par un principe rigide que nous nous sommes imposé : ne jamais publier de lettres sans l'autorisation expresse de leurs auteurs. Certains de mes correspondants m'incitent à lire le dernier-né de Courrières : « Les Feux du Désespoir » (1).

Un vieux professeur m'écrit : « Courrières est au fait de bien des choses, il a dû recevoir des confidences. Dommage qu'il éprouve le besoin d'habiller la vérité, on ne la reconnaît plus », et une amie insiste : « Lisez, lisez ce livre, vous en trouverez de bien bonnes. »

J'ai lu et, en effet, j'en ai trouvé de bien bonnes. Par exemple, page 570, ceci :

« Quant au général Katz, nouveau responsable de la ville, il ne savait où donner de la tête. Il était hanté par le risque d'affrontement entre Européens et musulmans. Ceux-ci, harcelés par les tirs de mortier, ne sortaient plus de leurs quartiers. Pénétrer dans la ville européenne, c'était la mort certaine. Les lynchages, les razzias les avaient inexorablement chassés. Les quelques réactions musulmanes furent atroces. Il fallait s'y attendre. Femmes éventrées, gosses massacrés à Mers El Kébir, passants assassinés puis brûlés en bordure du village nègre... »

Dans ce court passage, combien significatif, chacun retrouvera sa vérité, car il n'y a là que des vérités... mais pas la vérité, c'est une salade de vérités qui fait un affreux et volontaire mensonge. Il y avait combien de temps quand l'O.A.S. est née, que des crimes atroces étaient commis, à Oran comme ailleurs, que des femmes étaient éventrées et des enfants abattus ? En quelle année les époux Kirikos et Mme Sanchez furent-ils brûlés vifs, boulevard Paul-Doumer, « en bordure du village nègre » ? Peu importe. Ce qui intéresse notre auteur, c'est la justification des massacres du 5 juillet.

« ... à l'heure de l'exode les Pieds-Noirs paieront cher les mois de domination O.A.S. Aucune ville ne verra tant d'enlèvements, tant d'exécutions sommaires... »

Et voilà !

J'aurai certainement l'occasion de revenir sur d'autres vérités historiques du directeur bien intentionné de la Guerre d'Algérie. Aujourd'hui je relèverai le passage concernant l'arrestation du Général Jouhaud. Le voici :

« ... le dimanche 25 mars, le chef de l'O.A.S.-Oran était arrêté dans l'immense ensemble blanc du Panoramic, boulevard Front-de-Mer. Katz — grâce à une information venue de Paris à la suite de l'interrogatoire d'un officier sympathisant de l'O.A.S. qui avait avoué avoir rencontré Jouhaud dans un immeuble du centre

d'Oran, face à la mer » — lança une vaste opération de contrôle sur les buildings du boulevard Front-de-Mer. Mais la puissance de l'O.A.S. était telle à Oran qu'il fut obligé de lancer une gigantesque opération de diversion autour de la cathédrale, opération qui opposa 2.000 gendarmes et militaires aux « Collines » d'Oran. Une véritable bataille de rue. Quand elle se termina, Jouhaud était arrêté, reconnu et déjà en route pour la métropole ! »

Au risque de détruire certaines légendes et d'anéantir quelques accusations déplorables (je pense à la malheureuse concierge espagnole du Panoramic), je vais, à mon tour, relater l'arrestation du général Jouhaud. On comprendra alors que je ne puisse prendre au sérieux l'œuvre historique d'Yves Courrières.

L'O.A.S., en ce temps-là, détenait à Oran et dans la région une puissance insoupçonnée. Katz le savait bien qui voyait jusqu'à ses communications les plus secrètes interceptées et se retournant contre lui. Et justement ON savait que ce dimanche 25 mars Katz allait lancer une grande offensive pour découvrir l'émetteur pirate qui, tous les jours, donnait, à la télé, les communiqués de l'O.A.S. ; ON connaissait tous les détails de l'opération ; ON allait donc faire tomber dans un traquenard tous ces gardes rouges et toutes ces barbouzes qui infestaient Oran.

L'O.A.S., vous vous en souvenez certainement, ne passait ses émissions pirates qu'à la télé, jamais à la radio, ce pour une bonne raison : les émetteurs de la radio étaient très rapidement repérés par radiogoniométrie, tandis que ceux de la télé, dont les ondes sont différentes, ne pouvaient absolument pas être détectés. Eh bien, ce dimanche on émettrait à la radio et on se ferait repérer à un endroit où l'on voulait attirer les forces de police.

Mais l'état-major de l'O.A.S. avait d'autres tâches. Depuis trois jours, le général Jouhaud, le commandant Camelin et Gonzalez (dit Pancho) s'acharnaient à un plan de coordination avec des troupes stationnées dans l'Oranie. Or, le samedi soir 24 mars, ce travail, qui était urgent, n'était pas terminé. Le Général décida qu'on l'achèverait le lendemain, en s'y mettant d'arrache-pied dès le matin. Pour plus de commodité et surtout, ô dérision, pour plus de sécurité (il y avait trop longtemps qu'on se retrouvait au même endroit), on irait au Panoramic où le Général, depuis des semaines déjà, n'avait pas mis les pieds. Et c'est pourquoi le dimanche 25 mars, de bon matin, la très fidèle et très courageuse Claude Raymond quittait Aïn Témouchent pour Oran ; il fallait que son appartement du Panoramic fut prêt pour une longue séance de travail, il fallait aussi préparer le repas de ces messieurs.

Mais... et là commencent les circonstances étranges et désastreuses. Personne ne devait savoir où travaillait l'état-major, l'équipe de la radio ne fut pas informée

de ce déplacement et l'émission eut lieu place des Victoires, comme prévu, dans le secteur du Panoramic. Défaut de coordination ? On peut se poser la question.

Cette émission fut de très courte durée, ce qui ne permit pas aux radiogonomètres de déterminer l'endroit précis où se trouvait l'appareil, mais ses environs immédiats. Cela déclencha un mouvement en tous sens des troupes de Katz mises en place. On se rappelle qu'il y eut, alors, des incidents un peu partout, les plus graves se produisant place Jeanne-d'Arc où les gardes rouges affolés tiraient à la mitrailleuse dans tous les azimuts, faisant de nombreuses victimes.

Les abords de l'appareil émetteur repérés, il n'y avait plus qu'à investir le quartier et à le fouiller. Mais ils n'étaient pas fous les felons. Ce quartier était partagé en deux par la rue Général-Leclerc. La partie sud comprenait une population de petits bourgeois et d'ouvriers prête à réagir violemment ; elle fut abandonnée. De l'autre côté, vers le nord, tout le long de l'avenue Loubet et aux alentours des squares du Souvenirs et Cayla, se trouvaient les grands immeubles où résidaient la plupart des gros bourgeois de la ville ; c'est ce côté qui fut choisi ; il présentait beaucoup moins de risques.

Qu'on n'allègue pas — a posteriori — l'arrestation du Général pour justifier ce choix. Je rappelle que le Général ne se trouvait au Panoramic que par hasard. Les deux immeubles « face à la mer », où il était hébergé depuis des mois, se trouvaient à cinquante et cent mètres de la limite est du dispositif policier et j'habitais à à deux cents mètres de la limite ouest. C'était toujours le centre de la ville et partout le Général a reçu beaucoup d'officiers, quand ce n'était pas des personnalités officielles.

★ ★

Au quatorzième étage du Panoramic, le repas terminé, Claude Raymond va servir le café à ses invités. Le Général Jouhaud, le commandant Camelin et Georges Gonzalez poursuivent leur discussion quand arrive Jourdain dépêché par Payrasse, le responsable de Mostaganem. Comme des coups de feu se font entendre, Jourdain s'en étonne ; il explique qu'il a laissé son auto derrière le lycée Ali-Chekkal et qu'il est venu à pied par le Front de mer. « Tout est très calme, affirme-t-il, je n'ai rencontré que de rares passants », ce qui était normal à cette heure-là. Camelin se lève alors pour aller chercher quelque chose dans la pièce voisine donnant au sud et revient en disant le plus calmement du monde : « Il y a des collines qui n'ont pas respecté la consigne, elles ont mis les hommes en tenue. »

— Ce n'est pas possible, réplique Gonzalez, qui se précipite dans la pièce et voit, par la fenêtre, la terrasse de l'immeuble d'en face, rue de la Victoire, envahie par les gardes mobiles.

Que se passe-t-il ? Le Général demande à Pancho d'aller se rendre compte. Celui-ci disparaît par la porte de service et se heurte à l'ascenseur en panne. Il prend donc l'escalier et descend aussi rapidement que possible. Tout à coup (au bout de combien d'étages, cinq, six, sept ? il ne l'a jamais su) il se trouve nez à nez avec un lieutenant de gardes mobiles qui lui braque un revolver sur le ventre et s'écrie « Nous en tenons un ! »

Un quoi ?... c'est la question que se pose Gonzalez, les bras en l'air, entouré d'une meute de gardes qui se pressent sur l'étroit palier. Et le voilà remontant les étages avec la désagréable pression de canons de mitraillettes dans le dos. Tiens, on ne s'arrête pas au quatorzième étage, on continue de monter. Mais que lui veut-on, alors ?

Tout en haut, la porte de la terrasse est fermée.

— La clé ? demande le lieutenant.

— Mals je ne l'ai pas sur moi, répond froidement Gonzalez, qui va désormais jouer un jeu très subtil : il va se faire passer pour le concierge de l'immeuble. La fouille de ses poches ne donnant rien, la porte voltige rapidement en éclats sous les coups de hache. Et alors, la question fuse, lumineuse et libératrice : « Où est l'émetteur ? » demande le lieutenant, tandis que ses hommes s'égaillent sur l'immense terrasse.

— Quel émetteur ? répond Gonzalez. Un dialogue s'instaure alors entre les deux hommes, le lieutenant de gardes mobiles, de plus en plus déçu, ne soupçonne pas un instant la qualité de son prisonnier, et le chef de tous les commandos O.A.S. de l'Oranie, a maintenant tout compris : on ne recherche pas un ou des hommes, on recherche un appareil émetteur. Il faudra jouer serré et espérer ne rencontrer personne qui le reconnaisse. Pour son interlocuteur, il est le concierge de l'immeuble et il est prêt à collaborer. L'appareil ne peut-il être dans les sous-sols ? Il y a tellement de gens qui viennent, avec des airs de mystère, garer des voitures qui n'appartiennent pas aux locataires ou déposer des paquets que d'autres personnes, plus mystérieuses encore, viennent chercher. Et on redescend — par l'escalier, car l'ascenseur est toujours bloqué. A chaque étage des appartements s'ouvrent, les perquisitions se poursuivent. On entend des bottes qui martellent les marches, des poings qui s'écrasent sur des portes, des cris « Police, perquisition ». Sur un palier, la cohue. Un capitaine interpelle le lieutenant : « L'avez-vous trouvé ? »

— Non, mon capitaine, mais le concierge me dit qu'il y a des caves où l'on peut cacher bien des choses.

— Le concierge ? il arrive bien celui-là. Qu'est-ce qu'il attend pour dépanner cet ascenseur ?

— J'étais venu pour voir ce qu'il y avait quand j'ai été arrêté par Monsieur l'Officier, intervient Gonzalez qui, inquiet, vient de reconnaître la concierge au milieu des gardes mobiles, et il ajoute : « Ma femme ne parle pas le français, si vous lui avez demandé quelque chose, elle ne vous a pas compris. »

— Je m'en suis aperçu, dit le capitaine. Allons, dépêchez-vous d'ouvrir cet ascenseur, il y a quelqu'un dans la cabine. Et qu'on fasse vite ; on est déjà resté trop longtemps dans cette maison. »

Gonzalez, aussi naturel que possible, se tourne vers la femme et, en espagnol bien sûr, lui demande, tout à la fois, d'aller chercher les outils et d'agir comme s'il était son mari, faute de quoi il est perdu. La femme a compris et va jouer le jeu, magnifiquement. Un moment après la porte de l'ascenseur était ouverte et on retirait, difficilement, de la cabine arrêtée entre deux étages, une femme au bord de la crise de nerfs.

Tandis que, coup sur coup, deux locataires sont emmenés par des C.R.S. (tiens, ils sont là, ceux-là aussi !), Gonzalez, flanqué du lieutenant et suivi de deux ou trois gardes, remonte les étages. Et tout à coup l'occasion attendue se présente. Arrivé au douzième étage, le lieutenant prie Gonzalez de l'attendre là, sur le palier, sous la surveillance d'un garde, bien entendu, et il continue sa montée. On l'entend crier : « Allons, dépêchons ! dépêchons ! » dans un tumulte de godillots, de martellement d'armes, d'ordres et de contre-ordres.

Gonzalez se tourne vers son ange gardien et découvre une bouille rubiconde, ruisselante de sueur. Alors, arborant son sourire le plus avenant, il s'aventure : « Il fait chaud, hein ? » et l'autre se répond : « Ben ! à monter et descendre ces étages ! »

— Oui, et cela donne soif. Je boirais bien un pot.

— Moi aussi.

— Attendez, poursuit Gonzalez qui suppose ses chances, ces locataires sont très gentils, ils vont nous donner à boire.

Et d'autorité, il appuie sur le bouton de la sonnette.

La porte s'ouvre presque instantanément. Le locataire, M. Edgar Pélissier, fort étonné, voit dans l'embrasement un garde mobile qui s'éponge le front avec un énorme mouchoir et un homme qu'il connaît bien de vue mais dont il ignore tout et qui lui fait des signes d'intelligence avec les yeux.

— Excusez-moi, Monsieur Pélissier, depuis un moment nous ne faisons que monter et descendre les escaliers. Nous avons soif et nous ne pouvons quitter ce palier. S'il vous plaît, vous ne pouvez pas nous donner un peu à boire ?

Madame Pélissier s'approche ; une fois de plus l'intuition féminine va s'exercer. « Il y avait dans le regard de cet homme une telle intensité, un appel si angoissé, me dira-t-elle plus tard, que j'ai pensé immédiatement à faire quelque chose pour lui. Mais quoi ?... » Elle entraîne le garde mobile auquel, avec son plus beau sourire, elle sert à boire. Mais il y a André Pélissier, le fils, qui craint la provocation et tire son père par la manche. Tout de même, Gonzalez, tout en buvant son verre de bière, pourra murmurer : « Je vous en prie, laissez votre porte d'entrée entrouverte, je vais essayer de me sauver » puis lancer à voix haute : « Merci Madame, merci Monsieur, et veuillez encore nous excuser. »

A peine les deux hommes se trouvent-ils sur le palier que le garde mobile, répon-

dant à un appel, s'écrie « Oul, mon lieutenant, je monte ». L'occasion que Gonzalez attendait se présente. Il est seul sur le palier, la porte cède sous sa pression, il disparaît derrière elle. Les Pélissier l'avaient compris... et sauvé.

Dans un moment, par l'œilleton du judas, Gonzalez verra redescendre toutes les forces de police emmenant encore trois ou quatre locataires et — ah, flûte — le Général, le commandant, Jourdain et, quelques minutes plus tard, Claude Raymond.

Revenons maintenant dans l'appartement du quatorzième étage.

Après le départ de Gonzalez, le Général, Camelin et Jourdain font disparaître dans les W.C. tous les papiers compromettants. Puis Jourdain essaie à son tour de quitter l'appartement mais le palier est déjà occupé par des C.R.S. Et c'est la perquisition de l'appartement, dirigée par un gradé de C.R.S. très imbu de son autorité. Décompte des couverts sur la table, présentation des papiers d'identité, tout est parfaitement en règle quand, presque simultanément, on découvre dans le porte-parapluie un exemplaire de l'édition pirate de « L'Écho d'Oran » (mais on en trouve partout), dans une armoire une grosse somme d'argent en petites coupures (c'est pour la paie des ouvriers de la ferme) et, dans le tiroir d'un secrétaire, deux permis de conduire, avec sceau et signature, qui n'attendaient que les noms des impétrants. C'en est trop et on n'a pas le temps de s'expliquer ici, on verra ça au commissariat. Allez, ouste, tous en bas.

Un moment plus tard une dizaine de locataires, dont un capitaine d'active « trahi » par son revolver d'ordonnance et ce cher Gilbert Orséro, disparu depuis, trop prématurément, s'entassaient dans un panier à salade autour du général Jouhaud dont la plupart ne subodorèrent même pas l'identité.

Les perquisitions n'ont rien (!) donné puisque l'appareil émetteur n'a pas été trouvé. Le bouclage est levé. On rassemble près du monument aux morts les automitrailleuses, les camions des C.R.S. et des garbes mobiles entre lesquels on intercale trois ou quatre fourgons de police bourrés de suspects. Le convoi s'ébranle. Après avoir contourné le lycée Ali-Chekkal et suivi les boulevards de Lattre et Alexandre-de-Yougoslavie il s'arrête dans l'ancien champ de manœuvre où les gardes mobiles ont trouvé, grâce aux bâtiments des expositions et du Parc des sports un beau cantonnement.

Pendant ce temps, la nouvelle, comme une trainée de poudre, se répand dans Oran : le général Jouhaud est arrêté. C'est la consternation, la désolation. Il nous reste de ce triste moment une satisfaction, toute platonique, certes, mais réelle : ce phénomène extraordinaire du mur sans faille qui existait à Oran entre le gouvernement, ou, si vous voulez, ce qui le représentait et la population. Aucune osmose entre celle-ci et celui-là ; rien de ce qui se passait en ville européenne ne transpirait de l'autre côté du réseau fortifié de barbelés qui délimitait, étroitement, le territoire de Katz.

Tandis que dans tous les quartiers on se lamentait et on cherche les responsables de cette arrestation, tandis que ce qui reste de l'état-major de l'O.A.S. et les chefs des collines cherchent à savoir où a bien pu être conduit le Général pour lancer une attaque de grande envergure et de le libérer, les fourgons sont ramenés en ville par les boulevards Mascara et Joffre et stationnent pendant près d'une heure devant la mairie sous la surveillance des quelques C.R.S. qui ont la charge du commissariat du deuxième arrondissement. Les autorités ne savent absolument pas qui se trouve parmi les personnes arrêtées. Hélas ! l'O.A.S. ne soupçonne même pas cette ignorance.

Les locaux de la P.J., rue de Châteauneuf, sont trop exigus pour permettre que soient vidés tous les fourgons à la fois. Tandis que les autres attendent devant la mairie, le premier déverse sa cargaison de suspects. On retire les papiers d'identité, l'argent et tout objet présentant un risque quelconque, on se livre à un interrogatoire succinct, on entasse les gens dans une cellule et l'on fait venir un autre fourgon.

Le général Jouhaud arrive à son tour, pardon, M. Gerber, inspecteur des écoles techniques. Lui aussi décline son identité et remet ses papiers et son portefeuille, comme Camelin, comme Jourdain, comme Claude Raymond, comme tout le monde. Puis, tous les fourgons vidés, on passe aux choses sérieuses. L'interrogatoire en bonne et due forme commence. Il faut que chacun s'explique sur cette arme, ces papiers ou, simplement, ces amis trouvés chez lui. Nos amis n'ont aucune peine à se justifier, ils ont eu le temps de se mettre d'accord sur les réponses à faire. Et le temps passe.

A un certain moment un « suspect » revient de l'interrogatoire en tempêtant. On l'a interrogé un des derniers et maintenant l'heure du couvre-feu a sonné, il ne peut plus rentrer chez lui. Quelques minutes après « M. Gerber » est appelé, on lui rend ses papiers et on lui annonce qu'il sera libre... demain matin, à cause du couvre-feu. Au suivant... non... attendez...

Il vient de se passer quelque chose d'extraordinaire. Le destin vient de frapper un grand coup, la chance vient de sourire à Katz et à de Gaulle.

Depuis quelques jours se trouvait à Oran un inspecteur de police qui venait du Loiret. A Orléans résidait alors un médecin chez lequel trônait sur le piano la photo de son ami le général Jouhaud. Or, cet inspecteur était souvent reçu chez le médecin auquel il n'oublia pas d'aller faire ses adieux au moment de son départ pour Oran. Promit-il vraiment de ne rien faire contre le général Jouhaud qu'il connaissait bien, maintenant, à force de voir sa photo ? La question reste en suspens. Toujours est-il qu'au moment où l'on rendait ses papiers au général il était présent. Le général a bien senti qu'on le dévisageait avec insistance... mais c'est là une sensation dont on ne peut se départir quand on vit dans la clandestinité. Le général rentre dans sa cellule et réveillant Camelin, qui s'était endormi du sommeil du juste, pour lui annoncer la bonne nouvelle, l'inspecteur s'informa :

— Qui est ce monsieur ?

— M. Gerber, un inspecteur de l'enseignement.

— Un inspecteur de l'enseignement ? Ça, c'est le général Jouhaud.

La bombe venait d'éclater et se répercutait dans un remue-ménage indescriptible dans tous les services, les bureaux de l'état-major de Katz et les appartements du préfet de police.

Cependant le trouble envahit vite l'esprit de nos autorités ; c'est que l'inspecteur de police ne se montrait plus aussi catégorique, il ne connaissait le général que par sa photo et là, en civil, avec cette barbe en collier et surtout cette sérénité, cette désinvolture... et pourtant... ce port de tête, cette loupe...

J'ai un témoignage sur la suite immédiate ; je n'ai pu le recouper mais je le considère de premier ordre : on alla chercher d'extrême urgence deux officiers supérieurs qui avaient bien connu le général et on leur tint ces propos : « Nous avons parmi les suspects arrêtés aujourd'hui un bonhomme qui prétend être le général Jouhaud. Nous ne voudrions pas être victimes d'un canular. Veuillez nous dire si vous le reconnaissez ». Par le regard de la porte de la cellule les deux officiers n'eurent aucune peine à constater que « le bonhomme » avait dit vrai. C'était fini...

Dans un luxe inouï de précautions, dans un déploiement grotesque de forces de police, menottes aux poignets et entourés de gardes qui gardaient le doigt sur la gâchette de la mitraillette, nos quatre amis étaient conduits au Château Neuf. Il était vingt-trois heures trente.

Nouveaux interrogatoires en présence de Katz et d'un autre général genre nabot dont le nom m'échappe maintenant. Vers trois heures, toujours menottes aux mains et sous la protection d'autant de forces de police, départ en half-track pour la Sénia et envol pour le Bourget dans un Nord 2500 non climatisé. Le général et ses amis qui n'étaient pas couverts — il faisait beau ce dimanche de mars à Oran — souffrirent terriblement du froid.

Le Général, Camelin et Jourdain furent conduits à la Santé ; Claude Raymond gardée pendant trois jours à la D.S.T., rue des Saussaies, fut enfin logée à la Petite-Roquette.

Vous savez la suite.

Marcel BELLIER.